



EMMA

Analyse Cartographique de Marché en Urgence

Marchés de l'Arachide et du Manioc

Sous-préfectures de Dékoa, Kaga Bandoro et Kabo, République Centrafricaine

SYNTHESE COMMUNE DES RAPPORTS SPECIFIQUES A CHAQUE ZONE



Marché central de Kaga Bandoro, Août 2013

Août 2013

Emmeline Saint



- 1. Contexte de l'urgence**
- 2. Méthodologie de l'EMMA**
- 3. Population cible**
- 4. Système de marché crucial**
- 5. Recommandations de réponse communes aux trois zones**

Section 1. Contexte de l'urgence

Le 10 décembre 2012, la coalition de la Séléka (formée de 3 mouvements rebelles : UFDR, CPJP et CPSK) lance une offensive en RCA et s'empare de plusieurs villes dans le centre et l'est du pays, avançant vers la capitale Bangui. En janvier 2013, l'accord de Libreville est signé qui comprend l'intégration de l'opposition au gouvernement. Mais le 17 mars, la Séléka impose la libération des prisonniers politiques sous 72 heures en menaçant de reprendre les armes. Bangui sera prise le 24 mars par les rebelles, renversant le gouvernement et provoquant une descente massive des troupes Séléka vers la capitale.

De décembre 2012 à mars 2013, les régions de l'Ouham, Nana Gribizi et la Kémo furent occupées par la Séléka. Toute la population de ces zones a été affectée par les violences et exactions commises, entraînant des mouvements de déplacés dans les zones rurales et la fuite d'une partie des habitants des zones urbaines vers d'autres zones considérées plus sûres.

Dans ces régions, 80 à 90% de la population se trouve en zones rurales et pratiquent l'agriculture comme moyen d'existence principal. Les activités agricoles ont fortement été perturbées par les événements depuis décembre 2012, notamment du fait des déplacements de population. De plus, les événements ont eu un fort impact sur les échanges commerciaux entre les régions Nord et Centre et la capitale Bangui. En effet, de décembre 2012 à mars 2013, ces échanges étaient quasiment inexistantes entre la Kémo et Bangui¹ et très affaiblis pour les autres zones. Or, en temps normal, cette période représente une intense activité commerciale concernant les échanges de produits vivriers en provenance de ces 3 zones (sous-préfectures de Kabo, Kaga Bandoro et Dékoa).

Des évaluations ont été menées dans ces trois régions (Kémo, Nana-Gribizi et Ouham) depuis les événements. Il s'agit notamment des évaluations multisectorielles dans le cadre du RRM (*Rapid Response Mechanism*, mécanisme de réponse rapide, mené par UNICEF en partenariat avec les agences UN et les ONG), d'une évaluation rapide de la sécurité alimentaire (RFSA), dont 2 volets ont été menés en février 2013 et en mai-juin 2013 (coordonnée par la FAO et le PAM, en partenariat avec les ONG). Dans chacune de leurs zones d'intervention, les ONG ont également mené des évaluations des besoins plus ou moins détaillées.

¹ Rapport RRM Kémo Avril 2013

Ces évaluations ont identifié l’insécurité physique comme principale cause de l’insécurité alimentaire (RFSa Juin 2013), et ont également mis en avant les principales difficultés rencontrées par la quasi-totalité de la population dans les zones rurales : destruction des habitations, pillage des ressources financières et productives (matériel agricole, stocks de semences, bétail), fuite des habitants vers la brousse, déplacement des parcelles agricoles. De plus, les activités agricoles ont également été fortement impactées par les aléas climatiques (inondations dans l’Ouham lors de la campagne précédente, manque de pluie dans la Kémo au cours de la présente campagne), ainsi que par une intensification du conflit entre éleveurs transhumants et agriculteurs, essentiellement dans la région de Kabo mais aussi, dans une moindre mesure, dans la région de Kaga Bandoro.

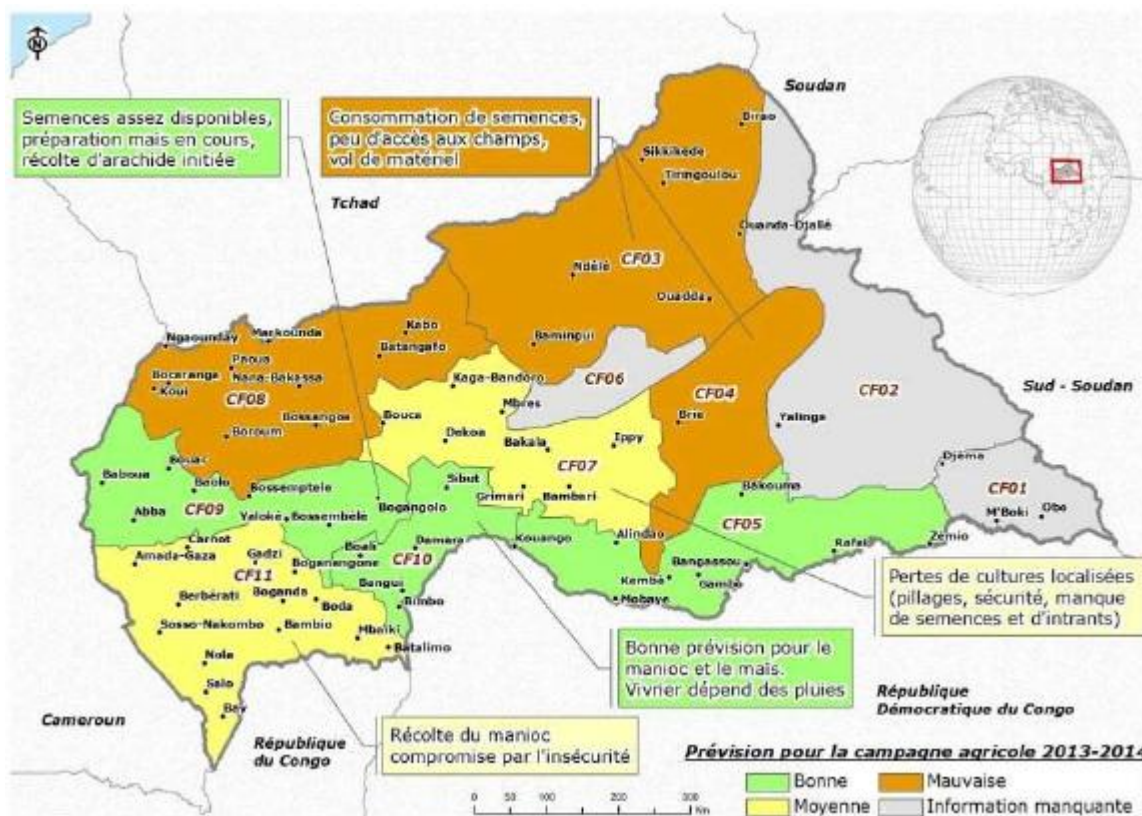


Figure 1 - Prévision pour la campagne agricole 2013-2014 (RFSa, Juin 2013)

Sur les marchés, ces évaluations ont noté une diminution du nombre de grossistes et de détaillants sur la plupart des marchés principaux, une fréquentation normale mais un pouvoir d’achat en baisse, et une forte présence militaire couplée à un déficit de fonctionnalité des services de base gérant les marchés ainsi qu’un potentiel détournement de taxes.

Le rapport RFSa classe les zones de Dékoa, Kaga Bandoro et Kabo en vulnérabilité très élevée (zones urbaines et rurales).

Cette étude EMMA s’est concentrée sur ces trois zones en tant que zones de couverture géographique des programmes d’ACF, IRC et Solidarités International. Pour ces trois acteurs, l’objectif premier de l’EMMA était d’identifier la réponse la plus appropriée pour des interventions de court et moyen terme. Comprendre les besoins, ruptures et vulnérabilités sur les marchés critiques sélectionnés permettra la formulation de programmes de relèvement économique plus ciblés, efficaces et efficient. De fait, l’EMMA pouvait également permettre d’identifier les potentialités de réponses au travers de programmes de transferts monétaires, dont les modalités avaient été envisagées par les ONG qui souhaitaient déterminer la capacité des marchés à ‘absorber’ ces programmes ainsi que les opportunités de mise en œuvre.

Il est important de noter qu’au moment de l’étude, des interventions d’urgence avaient déjà pris place ou commencé dans les zones, avec une couverture des besoins plus ou moins étendue. Ces interventions ont

essentiellement inclus des distributions de semences et de rations de vivres dites 'de protection' pour les populations les plus affectées.

Section 2. **Méthodologie de l'EMMA**

L'analyse cartographique des marchés en situation d'urgence ou EMMA (Emergency Market Mapping and Analysis) est une analyse rapide du marché qui permet de comprendre les aspects importants du marché reliés à une situation de crise afin de permettre aux décideurs (acteurs humanitaires internationaux et locaux, bailleurs de fonds, gouvernements) de considérer rapidement une plus large gamme d'interventions pertinentes et de prévenir les risques de dysfonctionnement. L'outil EMMA a été élaboré dans le but d'être utilisé dans les deux à trois premières semaines suivant une crise. Les principes de l'EMMA reposent sur l'ignorance optimale et l'imprécision appropriée, afin que les principaux résultats puissent être obtenus en un minimum de temps sur la base d'informations pertinentes. Le processus est itératif et s'appuie sur l'approche du « suffisamment bon ».

L'EMMA n'a pas pour but de remplacer les méthodologies d'évaluations d'urgence, notamment de la sécurité alimentaire. En revanche, cette analyse s'appuie fortement sur les données secondaires récoltés lors de ces premières évaluations suivant une crise, ainsi que sur les analyses pré-existantes telles que les analyses HEA (économie des ménages) et autres. L'apport de l'EMMA va être d'améliorer la compréhension de l'impact d'une crise sur un ou des marchés cruciaux afin d'identifier les points de rupture et ainsi formuler les interventions d'urgence et de relèvement précoce aux populations les plus affectées en s'appuyant sur les potentialités existant sur les marchés et/ou en apportant un soutien indirect à ces marchés pour en renforcer les capacités.

Cette EMMA a été coordonnée par IRC et Mercy Corps, en partenariat avec ACF, ACTED, COOPI et Solidarités International, avec le support d'UNICEF.

L'exercice EMMA a couvert six zones (une par ONG selon leurs zones de programmation), réparties en deux axes :

- l'axe Centre et Nord, coordonné par IRC, a couvert les sous-préfectures de Dékoa (ACF), Kaga Bandoro (IRC) et Kabo (Solidarités International) ; et
- l'axe Sud Est, coordonné par Mercy Corps, a couvert les zones de Bangassou (Mercy Corps), Obo (COOPI) et Zémio (ACTED).

IRC et Mercy Corps avaient chacun recruté une consultante pour diriger les travaux sur leurs axes respectifs.

Ce rapport couvre l'axe Centre-Nord et les zones d'ACF (Dékoa), IRC (Kaga Bandoro) et Solidarités International (Kabo).

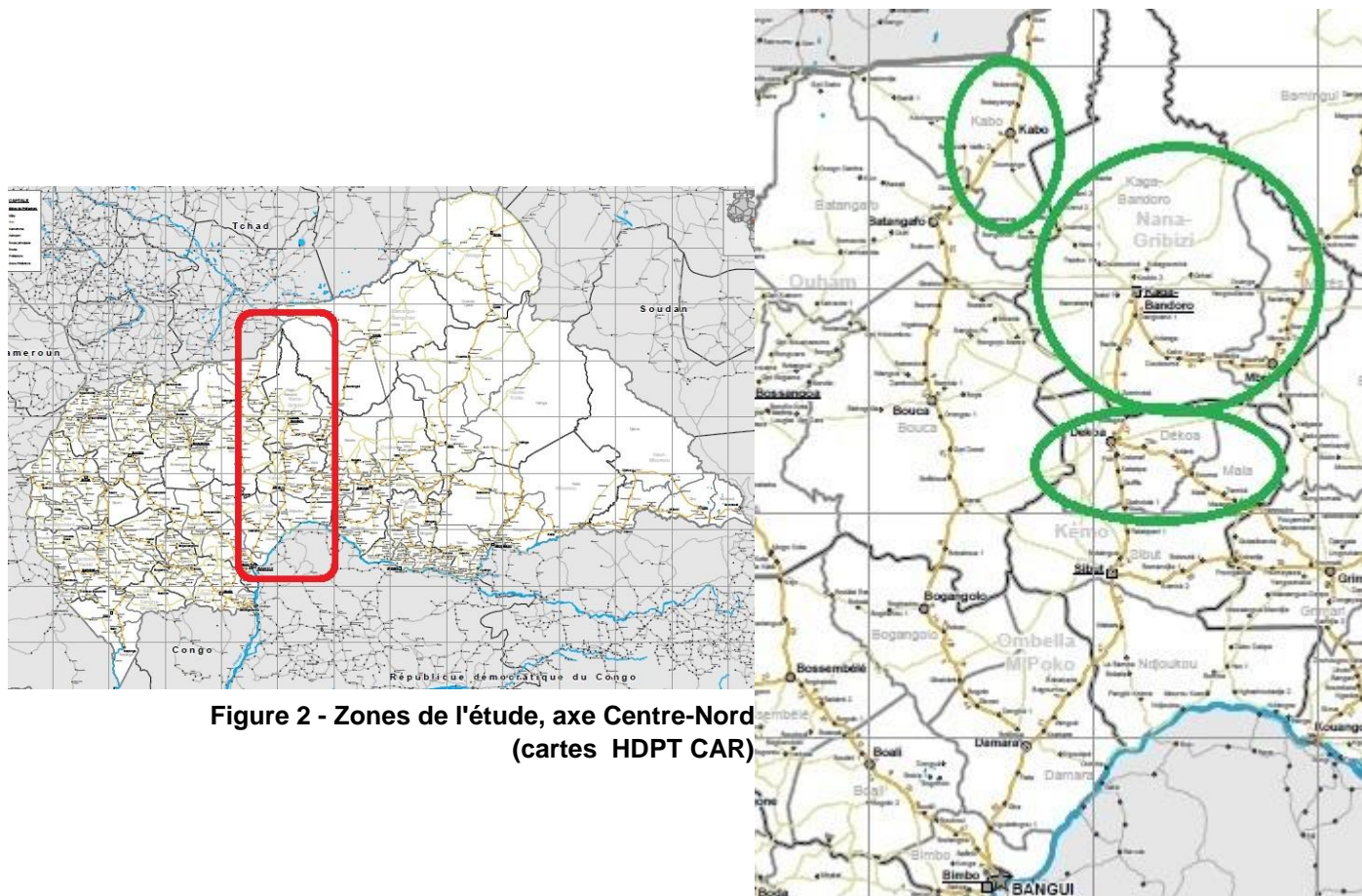


Figure 2 - Zones de l'étude, axe Centre-Nord (cartes HDPT CAR)

Une formation conjointe a été menée par les deux consultantes à Bangui pendant 4 jours entre le 02 et le 05 août 2013. Les six agences participant à l’analyse étaient représentées, ainsi que le PAM et le PNUD (cf. Annexe 3). Cette formation a présenté aux participants les concepts, la logique et le processus EMMA. Elle a ensuite été poursuivie lors de la mise en pratique sur le terrain.

Pour l’axe Centre-Nord, la composition des équipes était la suivante :

- ACF, Dékoa : 7 personnes. La team leader (Responsable du programme Surveillance multisectorielle d’ACF) a participé à la totalité de la formation initiale, les autres membres (les moniteurs de l’équipe surveillance multisectorielle) ont participé aux deux dernières journées de formation.
- IRC, Kaga Bandoro : 6 personnes, dont 3 ont participé à la formation initiale. L’équipe était composée de 2 managers Relèvement et Développement Economique, 1 agent Activités Génératrices de Revenus, 1 agent Société Civile et 2 agents Cash For Work.
- Solidarités International, Kabo : 6 personnes, dont une (le team leader, responsable de programmes sécurité alimentaire (SA) à Kabo) a participé à la formation initiale. Le reste de l’équipe était constitué de l’adjoint au responsable de programme SA et de 4 techniciens SA.

Le travail de terrain (collecte de données et analyse) a commencé lors de la formation initiale à Bangui, où chaque équipe a eu 1 demi-journée d’entretiens avec des acteurs clés de leurs marchés respectifs, et s’est poursuivie pendant 4 jours à Dékoa (du 08 au 11 août), 5 jours à Kaga Bandoro (du 13 au 17 août) et 4 jours à Kabo (du 19 au 23 août).

Une revue bibliographique a constitué la première étape de l’étude (cf. Bibliographie). Puis, pour chacune des trois zones, des entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés des marchés sélectionnés.

Types d’acteurs	Nombre d’entretiens Dékoa	Nombre d’entretiens Kaga Bandoro	Nombre d’entretiens Kabo
Ménages	15	16	22
Détaillants	13	16	19
Gros commerçants / Grossistes	2	7	4
Petits producteurs	23	11	14
Grands producteurs		7	5
Informateurs clés	7	10	5
TOTAL	60	67	69

Tableau 1- Type et nombre d'acteurs rencontrés

Le travail de terrain s’est clôturé par une restitution des résultats préliminaires à Bangui le 28 août, en présence des ONG participantes ainsi que de représentants du CICR et d’UNICEF.

Certaines contraintes ont été rencontrées lors de la tenue de l’EMMA :

- La plupart des administrations et services techniques en province ont cessé de fonctionner : les archives ont été en partie détruites ou perdues et les fonctionnaires ont quitté la zone et sont depuis difficilement joignables.
- Tenue des entretiens dans les villages : la population, encore très méfiante et anxieuse, vit toujours retirée dans la brousse pour la majeure partie des zones visitées. Il a ainsi été difficile de les rencontrer.
- Manque de données secondaires, notamment sur la situation de référence mais également en période affectée, les évaluations d’urgence multisectorielles ayant également fait face à des difficultés pour collecter les données. Pour la zone de Kaga Bandoro, le manque de données d’évaluation des besoins suite aux événements a également constitué une contrainte.
- Les équipes sélectionnées pour l’EMMA avaient des compétences techniques variées, mais la plupart n’avaient pas une expérience significative en analyse et programmation d’urgence ou encore en analyse de marchés. De ce fait, un certain temps a été pris avec chaque équipe afin de s’assurer que tous les participants avaient une compréhension commune des enjeux de l’EMMA et ainsi puissent collecter des données pertinentes (déjà difficiles à collecter auprès des populations cibles).
- L’évaluation a été réalisée en période de récolte, ce qui a entraîné des difficultés pour les estimations de volumes de produits disponibles sur les marchés.

Section 3. **Population cible**

Selon le rapport de l’Activité de zonage plus des moyens d’existence en République Centrafricaine, établi par Fewsnat en octobre 2012, les sous-préfectures de Dekoa et Kaga Bandoro se situent dans la zone CF07 Centre et la sous-préfecture de Kabo dans la zone CF09 Ouest (cf. Annexe 2).

Dans la zone CF07, les moyens d’existence sont centrés sur la production et la vente de coton, manioc et maïs. Les activités principales des ménages pauvres en temps normal sont la production de coton, les productions vivrières et les activités de chasse et cueillette. Pour ces ménages, les sources de revenus principales sont la vente de produits vivriers, la main d’œuvre agricole et la vente de produits de cueillette et chasse. Leurs actifs productifs sont concentrés dans l’outillage aratoire. Les ménages plus aisés tirent leurs sources de revenus principalement de la vente de coton, vivrier et bétail ainsi que du petit commerce. Ils sont généralement équipés en bœufs de trait, charrues, charrettes et petits ruminants.

Pour tous les ménages, la principale source de nourriture est la propre production de vivriers. En revanche, les ménages pauvres dépendent des achats sur le marché pour une partie de l’année (entre février et juillet) pour leur alimentation, lorsque les stocks de propre production ont été écoulés (consommés ou vendus).

L’accès aux marchés dans ces zones est restreint par la mauvaise condition des routes, notamment sur les axes secondaires et particulièrement en saison des pluies (juillet à octobre).

Dans la zone CF09 comprenant la sous-préfecture de Kabo, les moyens d’existence tournent autour de la production et vente de manioc, maïs et arachide. Les activités et sources de revenus des ménages sont similaires à la zone CF07 citée ci-dessus, à l’exclusion de la production et vente de coton.

Pour ces deux zones, le risque d’insécurité est, en temps normal, le principal facteur limitant la sécurité alimentaire des ménages. En effet, en année normale, ces zones sont considérées comme excédentaires dans la production de cultures vivrières.

En conséquence des évènements de décembre 2012 et mars 2013, les groupes cibles ont été définis comme illustré dans les tableaux 2, 3 et 4, en fonction des trois zones de l’étude.

Tableau 2 - Détails des groupes cibles - zone de Dékoa

<i>Groupes Cibles</i>	<i>Nombre</i>	<i>Emplacement</i>	<i>Caractéristiques essentielles</i>
Petits agriculteurs Dékoa et axes	3,000 à 4,600 ménages	Villages des axes et alentours de Dékoa	Comptent généralement sur la production de vivriers (manioc, arachide, maïs, sésame) et la consommation et vente de produits de cueillette et chasse, pour la consommation et la vente. Les ménages les plus vulnérables dépendent du travail agricole comme principale source de revenus. La quasi-totalité de ces ménages se sont déplacé suite aux évènements (fuite en brousse).

Tableau 3 - Détails des groupes cibles - zone de Kaga Bandoro

<i>Groupes Cibles</i>	<i>Femmes (individus)</i>	<i>Hommes (individus)</i>	<i>Emplacement</i>	<i>Caractéristiques essentielles</i>
-----------------------	---------------------------	---------------------------	--------------------	--------------------------------------

Ménage ruraux sans terre	3,000	1,600	Camps de déplacés de Gondava, Vami1, Lega, Baido, Vami3.	Vivent des petits travaux occasionnels et saisonniers dans les champs, et de la coupe des bois de chauffe, comptent généralement sur les distributions de vivres et des NFIs des agences humanitaires.
Petits agriculteurs Kaga Bandoro et axes	19,000	10,000	54 Villages et quartiers de la sous-préfecture de Kaga Bandoro	Comptent généralement sur la production de vivriers (manioc, arachide, maïs, sésame) et la consommation et vente de produits de cueillette et chasse. La plupart d'entre eux ont dû se déplacer suite aux événements.
Ménages urbains très vulnérables	4,000	2,000	8 arrondissements de la ville de Bandoro	Comptent généralement sur du travail occasionnel.
Population cible Total	26,000	13,600		

Tableau 4 - Détails des groupes cibles - zone de Kabo

<i>Groupes Cibles</i>	<i>Nombre de ménages</i>	<i>Emplacement</i>	<i>Caractéristiques essentielles</i>
Agriculteurs ruraux impactés par la présence d'éleveurs (60%)	3,000	Villages des axes	Comptent généralement sur la production de vivriers (arachide, maïs, manioc) et la consommation et vente de produits de cueillette et chasse. Ces ménages ont dû déplacer leurs parcelles vers des zones moins fertiles (plus proches des axes) ;
Agriculteurs urbains impactés par la présence d'éleveurs (60%)	2,400	Kabo	Comptent généralement sur la production de vivriers (arachide, maïs, manioc). La plupart ont dû déplacer leurs parcelles vers des zones moins fertiles.
Ménages déplacés	1,400	Sites A et B accolés à Kabo	Comptent généralement sur du travail occasionnel.
Ménages non agriculteurs	100	Kabo	Comptent généralement sur du travail occasionnel.
Population cible Total	6,900		

Section 4. **Systèmes de marchés cruciaux**

La méthodologie EMMA se base sur l'analyse de systèmes de marchés critiques. Dans une situation d'urgence, les systèmes de marchés dits 'critiques' sont ceux qui ont joué, jouent ou pourraient jouer un rôle majeur pour assurer la survie et/ou protéger les moyens de subsistance de la population cible.

L'objectif de cette analyse étant d'identifier les potentialités de réponses d'urgence et de relèvement précoce au travers de programmes de transferts monétaires, pour chaque zone une liste de marchés critiques envisageables a été établie en fonction de leur rôle important dans les moyens d'existences des populations en tant que marché de consommation fournissant également la source principale de revenus pour les ménages.

Afin de sélectionner un marché à analyser par zone, les marchés envisageables ont été pondérés en fonction des critères suivants :

- Marché répondant à un besoin urgent ou significatif ;
- Système de marché affecté par la crise ;
- Adéquation avec le mandat de l'organisation ;
- Cohérence des facteurs saisonniers ;
- Cohérence avec les plans du gouvernement et/ou des bailleurs de fonds ; et
- Options de réponse réalisables.

Au vu de ces critères, deux systèmes de marché ont été sélectionnés :

- Le marché de l'arachide pour les zones de Dékoa (ACF) et Kabo (Solidarités International), en tant que culture de rente et de consommation pour la quasi-totalité de la population rurale ; et
- Le marché du manioc pour la zone de Kaga Bandoro, en tant que culture de rente et de consommation (aliment de base principal) de la quasi-totalité de la population.

Ces systèmes de marché ont été étudiés en comparant la situation de référence (année 2012 pour les zones de Dékoa et Kaga Bandoro, et année 2011 pour la zone de Kabo, du fait d'inondations ayant affecté la campagne agricole 2012) avec la situation actuelle telle qu'affectée par la crise.

Les questions analytiques clés pour analyser ces systèmes de marché ont été définies comme suit :

- Marché de l'arachide, zone de Dékoa :
 1. Comment le marché de l'arachide fonctionne-t-il en bonne et en mauvaise année ?
 2. Comment la disponibilité et l'accès des populations vulnérables à l'arachide ont-ils été affectés par rapport à une année normale ?
 3. Une intervention est-elle nécessaire pour aider les populations vulnérables à avoir accès à la nourriture et aux sources de revenus ? Si oui, quels types d'interventions seraient appropriés ?
- Marché du manioc, zone de Kaga Bandoro :
 1. Comment la disponibilité et l'accès au manioc des populations cibles ont-ils été affectés par la crise ?
 2. A quelles contraintes les agriculteurs déplacés/retournés font-ils face pour produire le manioc ?

3. Le marché du manioc a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins en termes de revenus et de consommation des populations cibles ?
 4. Dans cette situation, quelles sont les interventions les plus appropriées ?
- Marché de l'arachide, zone de Dékoa :
 1. Les différents groupes cibles ont-ils un accès physique et financier au marché de l'arachide ?
 2. Comment le marché de l'arachide à Kabo fonctionnait-il dans la situation de référence ?
 3. Comment fonctionne-t-il maintenant ?
 4. Pourquoi a-t-on observé une baisse des prix de l'arachide à partir du choc politico-sécuritaire ?
 5. Y a-t-il des risques d'une montée des prix de l'arachide suite à une intervention monétaire importante ?
 6. Quels moyens de prévention/mitigation de ces risques peut-on envisager ?

Le détail des résultats des analyses se trouve dans les rapports spécifiques à chaque zone.

Section 5. **Recommandations de réponses communes aux trois zones²**

Activité	Risques et hypothèses	Calendrier	Effets sur le marché et les populations	Indicateurs
Mettre à jour les résultats de l’EMMA après récolte et Réaliser une EMMA sur autres spéculations clés	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessite les compétences techniques 	Court terme	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des résultats de la présente EMMA - Approfondissement des problèmes n’ayant pas pu être entièrement analysés (capacité du marché de Dékoa essentiellement) - Analyse des autres spéculations (maïs) et des potentialités de compensation par cette spéculation des pertes sur l’arachide/manioc - Ajustement des programmes d’urgence et relèvement précoce 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi et d’analyse
CFW pour la réhabilitation des infrastructures (routes, places de marché)	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité des distributions de cash - Disponibilité de la 	4 mois de septembre à décembre (avant travaux champêtres)	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des infrastructures : effets multiplicateurs (facilitation des 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de bénéficiaires - Nombre de sites réhabilités

² Les recommandations spécifiques à chaque zone sont détaillées dans les rapports individuels.

	<p>force de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risque d'inflation 		<p>services de transport, amélioration de l'intégration du marché)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Génération de revenus 	<p>(kilomètres, etc)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Montants distribués par bénéficiaire et utilisation de ce revenu - Reprise des services de transport
<p>Surveillance des marchés (prix, disponibilité)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Projet existant : besoin de pérennité 	<p>Continu</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ajustement des programmes d'urgence et de relèvement précoce 	<ul style="list-style-type: none"> - Bulletins mensuels
<p>Services d'information sur le marché</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accessibilité pour les communautés des axes 	<p>Continu</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation d'information pour une prise de décision réfléchie - Augmentation du pouvoir de négociation de tous les acteurs - Renforcement des capacités - Intégration des acteurs de la filière 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de ménages touchés - Nombre de sessions de sensibilisations - Niveau d'information accessible pour tous les acteurs de la filière
<p>Recommandations pour la relance économique des groupes cibles producteurs d'arachide (moyen/long terme)</p>				
<p>Soutien / plaidoyer pour la réinstallation des services techniques (réouverture des bureaux, relance des</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dépend fortement de la situation sécuritaire et politique 	<p>Dès que possible</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les services techniques locaux et leur remise en marche 	<ul style="list-style-type: none"> - Retour des agents des services techniques (ACDA, autres) - Reprise des activités

capacités)			- Utilisation des compétences locales	de support technique
Renforcement des capacités de production par un accompagnement technique, notamment sur l'utilisation des semences améliorées	- Nécessite un suivi rapproché de la part des services d'encadrement technique (disponibilité sur place)	Dès que les services techniques ont retrouvé leurs capacités Continu (long terme)	- Améliorer les pratiques culturelles - Renforcer le lien entre services techniques et groupements/producteurs	- Nombre de séances de formation - Nombre de visites de suivi - Nombre de producteurs touchés par ces séances et visites
Accompagnement financier des groupements pour la facilitation des travaux de préparation et d'entretien des parcelles (recrutement main d'œuvre)	- Mise en place d'un système de micro-crédit ou simple transfert monétaire - Sécurité	De décembre/janvier à août/septembre	- Favoriser l'embauche des travailleurs journaliers agricoles sur les parcelles (réduire les contraintes sur les producteurs et augmenter les opportunités d'embauche des ménages plus vulnérables)	- Nombre de groupements/producteurs bénéficiaires - Augmentation de la main d'œuvre recrutée - Niveau de salaire de la main d'œuvre journalière
Remplacement des actifs productifs (outillage, bétail de trait) par l'organisation de foires agricoles (système de coupons)	- Besoin de confirmer au préalable la disponibilité des vendeurs et produits sur le marché local	De décembre à Mars (travaux de préparation des parcelles)	- Renforcer le lien entre les acteurs du marché - Promouvoir des achats locaux	- Nombre de bénéficiaires - Nombre de commerçants impliqués - Augmentation et

				amélioration des actifs productifs des groupements/producteurs
Support à la provision de semences améliorées en lien avec centres ICRA (puis récupération d'une partie des semences pour redistribution lors de la prochaine campagne)	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessite le fonctionnement de l'ICRA (impact de la situation politico-sécuritaire) - Nécessite un accompagnement technique des producteurs 	<p>A partir des mois de janvier/février</p> <p>Long terme</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la culture de variétés améliorées - Améliorer les rendements (possible doublement des rendements par rapport aux variétés traditionnelles) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupements/producteurs bénéficiaires - Augmentation des rendements - Amélioration des pratiques culturelles et de leur acceptation - Suivi post-récolte
Suivi des contraintes liées au transport	<ul style="list-style-type: none"> - En complément des programmes d'urgences (CFW pour la réhabilitation des routes notamment) 	Dès que possible	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'impact des programmes de CFW pour la réhabilitation des routes 	<ul style="list-style-type: none"> - Reprise des activités de transport à tous niveaux (pousse-pousse, vélos, véhicules) - Suivi du coût du transport

ANNEXE 1 - BIBLIOGRAPHIE

- FAO & PAM** – *Evaluation rapide de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine*, Juin 2013
- FEWSNET** – *Activité de zone 'plus' de moyens d'existence de la République Centrafricaine*, un rapport spécial du réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Fews Net), Octobre 2012
- FEWSNET** – *Central African Republic, Desk Review*, Mai 2012
- FEWSNET** – *Central African Republic, Remote Monitoring Update*, Juin 2013
- OCHA** – *Rapports de situation*, 2013
- PAM** – *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire*, République Centrafricaine, Décembre 2009
- PAM** – *Analyse du Fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages*, République Centrafricaine, Septembre 2011
- UNFPA** – *Projections recensement population*, 2012
- ACF, FAO, PAM** – *Bulletin de suivi des prix*, Avril à Juin 2013
- ACF** – *Bulletin d'information, Surveillance Multisectorielle*, Juin 2013

Dékoa :

- ACF** – *Rapport d'évaluation d'urgence Kémo*, Janvier 2013
- ACF** – *Rapport d'évaluation d'urgence Kémo*, Avril 2013
- ACF** – *Rapport préliminaire d'évaluation des besoins en sécurité alimentaire et en nutrition*, Préfecture de la Kémo, Juin 2013
- ACF** – *Rapport d'évaluation rapide multisectorielle (RRM) dans la préfecture de la Kémo*, Avril 2013

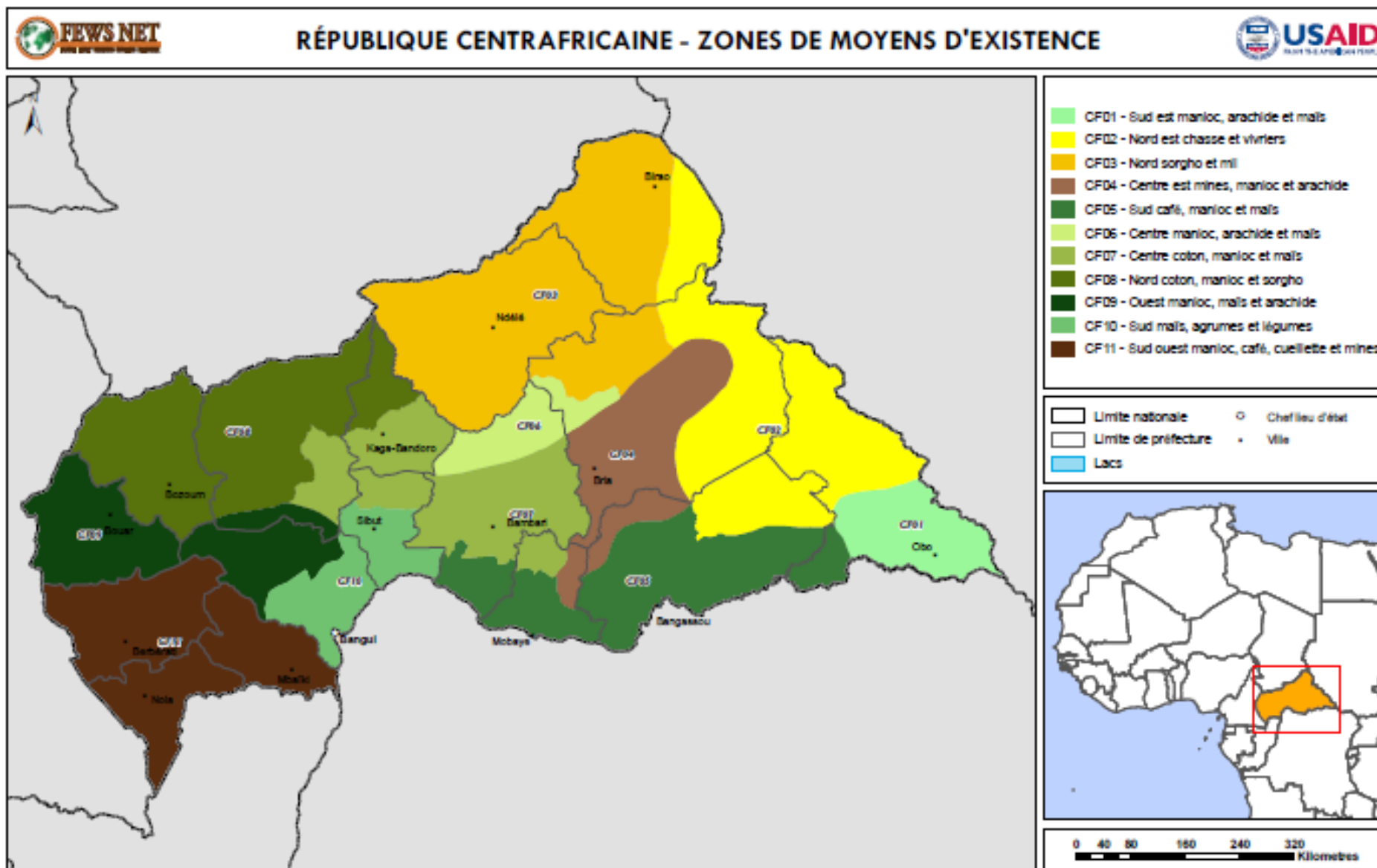
Kaga Bandoro :

- IRC** – *Compte-rendu des ateliers sur la commercialisation des produits agricoles dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro*, 2012
- IRC** – *Présentation des résultats de l'analyse filière et des moyens d'existence*, Sous-préfectures de Nana Gribizi, Bocaranga, Ngaoundaye, Septembre 2011

Kabo :

- Solidarités International** – *Rapport intermédiaire d'évaluation en sécurité alimentaire, ville de Kabo et sites de déplacés, préfecture de l'Ouham*, Avril 2013
- Solidarités International** – *Evaluation de la situation en sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Kabo*, Avril 2013
- Solidarités International** – *Evaluation de l'évolution de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence sur les axes Kabo-Ouandago et Kabo-Batangafu*, Juin 2013

ANNEXE 2 – CARTE DES ZONES DE MOYENS D’EXISTENCE EN RCA



Mise à jour le 10 août 2012.

ANNEXE 3 – LISTE DES PARTICIPANTS A LA FORMATION, BANGUI, 2 AU 5 AOUT 2013

Organisation	Prénom & Nom	Fonction	Tél	Email
ACF	Abeshaw Tedesse	Coordinateur sécurité alimentaire	72251292	fsco@cf.missions-acf.org
ACF	Cécilia Blaustein	Responsable Programme Surveillance	70551678	expertsurveillance@cf.missions-acf.org
ACTED	Clémentine Moiroud	Chargée développement projets	72687971	clementine.moiroud@acted.org
ACTED	Younoussa Ali	Assistant chef de projet	72153016	ali.younoussa@hotmail.fr
COOPI	Félicien Arthur Djamby Sangui	Superviseur	75041674 / 77910291	sanghasangha@yahoo.fr
IRC	Chanèle Boulet-Gauthier	Programs & Grants Manager	72136729	chanele.boulet-gauthier@rescue.org
IRC	Cyrille Bertrand Isseni	Agent AGR	72219983 / 75700032	iscybert2012@yahoo.fr
IRC	Didier Poutya	Manager national ERD (KBD)	72161424 / 75327340	poudis2003@yahoo.fr
IRC	Narcisse Mbassinga	Manager national RDE	72147901 / 75254182	mbassinganarcissegervais@yahoo.fr
Mercy Corps	Allison Heyes	Gestionnaire	70997535	aheyas@cr.mercycorps.org
Mercy Corps	Apollinaire Bahole	Gestionnaire de programme Résilience	70168104	abahole@cr.mercycorps.org
Mercy Corps	Arthur Mbosso	Chargé de suivi / évaluation	72574679	marthursylvain@yahoo.fr

Mercy Corps	Dushime Jean-Pierre	Officier de programme	75896110	jdushime@cr.mercycorps.org
Mercy Corps	Jacques Thierry Massengue	Chargé de suivi / évaluation	70057796	massengueth@gmail.com
Mercy Corps	Whitney Elmer	Programs Coordinator	70180108	welmer@cr.mercycorps.org
PAM	Donatien Pandikuziku	Chargé d'évaluation	75508292	donatien.pandikuziku@wfp.org
PAM	Eric Relkian	Assistant VAM	70552217 / 75057714	eric.relkian@wfp.org
RCO / PNUD	Brou Djekou	Spécialiste de programme Relèvement Précoce	75011442 / 70953478	djekou.brou@undp.org
Solidarités International	Manuel Vaxelaire	RP Sécurité Alimentaire	75464602	kbo.rp.sa@solidarites-rca.org

ANNEXE 4 – MEMBRES DE L’EQUIPE EMMA ACF

Prénom & Nom	Fonction
Emmeline SAINT	Consultante EMMA
Cécilia BLAUSTEIN	Responsable Programme Surveillance (team leader EMMA)
José Wilfried NDETI	Adjoint responsable programme
Giraud DIPOU	Enquêteur surveillance
Léa NDROU	Enquêteur surveillance
Antoine TOULOUBE	Enquêteur surveillance
Edmond LAKONDJI	Enquêteur surveillance
Vincent WANINGAYE	Enquêteur surveillance

ANNEXE 5 – MEMBRES DE L’EQUIPE EMMA IRC

Prénom & Nom	Fonction
Emmeline SAINT	Consultante EMMA
Narcisse MBASSINGA	Manager/ERD (team leader EMMA)
Didier POUTIA	Manager/ERD
Ghislain KOURANDHAUT	Agent Société civile
Cyril ISSENI	Agent AGR
Guy Florent MBOLISSA	Assistant CFW
Jonas MBADINGAI	Agent CFW

ANNEXE 6 – MEMBRES DE L’EQUIPE EMMA SOLIDARITES INTERNATIONAL

Prénom & Nom	Fonction
Emmeline SAINT	Consultante EMMA
Manuel VAXELAIRE	Responsable Programme Sécurité Alimentaire (Kabo) (team leader EMMA)
Barnabé KILIBE	Assistant responsable programme
Marcelin Richard NGODI	Animateur Sécurité Alimentaire
Benjamin DEGAULLE	Superviseur distribution
Omer ONIFARA	Technicien SA
Edgar SEKINGAR	Technicien SA
Evariste LAKOUTENE	Animateur SA
Igor WANGO	Technicien SA